



## VILLE D'ETAMPES

-----  
ARRÊTE DU MAIRE  
N°VI-AR-2024/416

Objet: **Arrêté de voirie portant permis de stationnement - Drapeau publicitaire.**

### LIEU

17, rue de la Juiverie  
91150 Etampes

### PERMISSIONNAIRE

BARBER SHOP ETAMPES  
M.Bilel Jouili  
17, rue de la Juiverie  
91150 Etampes

Le Maire d'Etampes,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le Code de la Voirie Routière, et notamment l'article 113-2,

**VU** le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

**VU** le Règlement Sanitaire Départemental,

**VU** la délibération n°VI-DEL-2022-116 du conseil municipal en date du 7 décembre 2022, fixant le tarif des redevances à percevoir au profit de la Commune, pour occupation du domaine public,

**Considérant** la demande en date du 29 mai 2024, par laquelle le permissionnaire ci-dessus mentionné, sollicite l'autorisation d'installer un drapeau publicitaire sur une surface de 0.50 m<sup>2</sup>, à compter du lundi 10 juin 2024 jusqu'au mardi 31 décembre 2024, rue de la Juiverie au droit du n°17 à Etampes,

## ARRÊTE

### Article 1 - Autorisation

Le permissionnaire, désigné ci-dessus, est autorisé à occuper le domaine public pour l'installation d'un drapeau publicitaire sur une surface de 0.50 m<sup>2</sup>, rue de la Juiverie au droit du n°17 à Etampes, à charge pour lui de se conformer aux dispositions portant règlement général sur la conservation et la surveillance des voies communales, ainsi qu'aux conditions spéciales d'exécutions suivantes :

## **Article 2 - Prescriptions techniques particulières**

DRAPEAU PUBLICITAIRE :

La longueur de l'installation n'excédera pas celle de la façade du commerce.

La saillie sur le domaine public sera de 2.20 mètres mesurés à partir du nu du mur de la façade de l'immeuble.

Aucun scellement dans le sol ne sera autorisé.

Un passage minimum de 1m40 devra rester libre de tout obstacle pour permettre le passage des piétons, des poussettes-landau, des fauteuils roulants et autres, sur le domaine public réservé à ces fins

L'installation sera disposée de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux pluviales sur la voie publique et ses dépendances.

L'ensemble des installations et ses abords devront être constamment tenus en parfait état d'entretien et de propreté. Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville s'accordera le droit de procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire, ou de mettre fin à la présente autorisation d'occupation du domaine public.

L'installation sera retirée les jours et heures de la fermeture du commerce.

## **Article 3 - Période de l'autorisation**

La présente autorisation est accordée à titre précaire à compter du lundi 10 juin 2024 jusqu'au mardi 31 décembre 2024.

## **Article 4 - Sécurité et signalisation**

Le permissionnaire devra se conformer à la réglementation en vigueur.

## **Article 5 - Conditions financières**

L'installation du drapeau publicitaire donnera lieu au recouvrement d'une redevance pour occupation du domaine public calculée comme suit :

5 euros/m<sup>2</sup>/an

S'agissant d'une redevance annuelle, celle-ci est calculée pour l'année autorisée dans le présent arrêté.

Le permissionnaire s'acquittera du montant de la redevance dès réception de l'avertissement.

Le non-paiement de la redevance entraînera de plein droit le retrait de l'autorisation.

## **Article 6 - Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du permissionnaire.

Il pourra également être décidé de mettre fin à la présente autorisation d'occupation du domaine public.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 7 - Formalités d'urbanisme**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme.

Une déclaration préalable au titre de l'urbanisme est nécessaire notamment pour la pose d'un plancher, de panneaux de séparation, de modification de façade (pose d'un store-ban,...), ou de création de terrasse fermée.

## **Article 8 - Validité et renouvellement de l'arrêté, remise en état des lieux**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Dès l'enlèvement de l'installation, le permissionnaire est tenu d'enlever tous les dépôts et de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés sur la voirie et ses dépendances. Faute par le permissionnaire d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office et à ses frais par la Commune après mise en demeure.

## **Article 9 - Conditions générales des autorisations**

En cas de changement de propriétaire, une nouvelle demande d'autorisation devra être déposée en Mairie, par l'intéressé.

Elle est pour tout ou partie révocable, à toute époque, sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées par le règlement général ou énumérées ci-dessus. Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie, si il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Les contraventions sont constatées par le Maire ou par tous les agents dûment assermentés.

**Article 10 - Ampliation**

Ampliation de la présente autorisation sera adressée au permissionnaire.

**Article 11-** Le présent arrêté est transmis à :

Le Permissionnaire  
Madame La Commissaire de Police, Cheffe de la circonscription d'Etampes,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Etampes,

Les Services Techniques Municipaux, et le service de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait en Mairie d'Etampes, le 3 juin 2024

Date de publication le 07 JUIN 2024

Par Délégation du Maire,

Jean-Michel JOSSO  
Adjoint au Maire  
En charge de la Voirie

